

## EDITORIAL

Dans ce numéro 34 de la Revista Jurídica Portucalense, la section consacrée à la RECHERCHE SCIENTIFIQUE est composée de seize articles qui ont été sélectionnés selon les règles du processus d'évaluation par les pairs en double aveugle.

Après les articles de recherche scientifique, nous avons, dans la section JURISPRUDENCE, une analyse de deux décisions portugaises, de Gil Moreira dos SANTOS, intitulées *Os artigos 417.º, nº 4 do C.P.C. e 135.º e segs. do C.P.P.: “estirpes” diferentes do mesmo “meio de obtenção de prova”: comunicação de movimentos bancários* (Articles 417, nº 4 du C.P.C. et 135 et suivants du C.P.P.: différentes "souches" d'un même "moyen d'obtention de preuves": la communication de mouvements bancaires).

Résumons maintenant chacun des seize articles qui composent la RECHERCHE SCIENTIFIQUE de ce numéro de la Revista Jurídica Portucalense.

Anatoliy KOSTRUBA, dans l'article intitulé *Derivative Claim in the Ukrainian System of Remedies for Corporate Legal Relations* (L'action dérivée dans le système ukrainien de recours pour les relations juridiques des entreprises), présente une étude dans laquelle il conclut que l'action dérivée est un outil essentiel pour la gouvernance d'entreprise et la résolution des conflits, bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires dans ce domaine afin de fournir des recommandations pour résoudre les problèmes du droit ukrainien des sociétés.

Deolinda MEIRA, Susana BERNARDINO et Miguel SILVA ont réalisé une étude intitulée *A (des)adequação dos mecanismos de regulação das IPSS que atuam na área da saúde em Portugal* (L'(in)adéquation des mécanismes de régulation des IPSS opérant dans le domaine de la santé au Portugal), qui conclut que les réglementations applicables aux IPSS fournissant des réponses sociales dans le secteur de la santé ne sont pas pleinement adéquates. Cette inadéquation est particulièrement évidente en ce qui concerne les contributions financières, qui sont insuffisantes et limitent l'attraction des ressources humaines, la capacité à mettre à jour la technologie et l'expansion des activités.

Halyna YANOVYTSKA, Anna YANOVYTSKA, Uliana ANDRUSIV, Mariya MYKHAYLIV et Marta KRAVCHYK, dans l'article *Invalidity of Transactions: Analysis of Grounds and Civil Legal Consequences* (Invalidité des transactions : Analyse des motifs et conséquences juridiques civiles), examinent les causes de nullité des transactions en vertu de la législation ukrainienne et procèdent à une analyse juridique comparative avec la législation de plusieurs pays européens, en particulier la législation de l'Allemagne et de la République de Lituanie.

João FERREIRA DIAS, dans son étude *Do Princípio da Igualdade ao Princípio da Diversidade: uma releitura da orientação constitucional em Portugal* (Du principe d'égalité au principe de diversité : une réinterprétation de l'orientation constitutionnelle au Portugal), propose une réinterprétation du principe d'égalité inscrit à l'article 13 de la Constitution de la République portugaise (CRP), en tenant compte de l'émergence d'une orientation sociopolitique qui produit une vision de facto du contenu de la norme constitutionnelle.

L'étude de Liudmyla TOVKUN, Mariia PERPELYTSIA, Nataliya MARYNIV et Anastasiia OVCHARENKO sur l'expérience internationale de la taxation du commerce électronique et son application en Ukraine (*International experience of e-commerce taxation and its application in Ukraine (legal aspect)*) a pour but d'analyser la taxation du commerce électronique d'un point de vue international et d'essayer de l'adapter à la réalité ukrainienne, ainsi que de présenter des propositions visant à améliorer le système de taxation du commerce électronique en Ukraine.

Il y a ensuite un article de Luís FONSECA, Guilhermina RÊGO et Rui NUNES intitulé *The empathic genesis of the right to euthanasia* (La genèse empathique du droit à l'euthanasie). L'euthanasie a suscité une réflexion profonde et un désaccord marqué de la part de divers milieux socio-idéologiques, et des études et des articles d'opinion ont abouti à des conclusions différentes sur le sujet, principalement parce qu'une approche conceptuelle hétérogène, nébuleuse et quelque peu erronée de la nature humaine a été prédominante. Dans cet article, les auteurs soutiennent que, dans le contexte du respect de la diversité en tant qu'axe axiologique fondamental des États de droit démocratiques, le modèle de l'empathie est essentiel pour répondre de manière appropriée aux circonstances les plus diverses dans lesquelles une décision éthico-juridique est en jeu, telle que l'euthanasie.

Dans son étude *Breves notas sobre a antropomorfização da administração tributária artificialmente inteligente e o (novo) modelo de sistema de gestão fiscal* (Brèves notes sur l'anthropomorphisation de l'administration fiscale artificiellement intelligente et le (nouveau) système de gestion fiscale), Luís Manuel PICA considère que l'intégration des systèmes d'intelligence artificielle doit s'accompagner d'une reformulation du système de gestion fiscale proprement dit. L'auteur ajoute que ce changement permet d'identifier certaines corrections qui ne peuvent manquer de s'inscrire dans le cadre d'une systématisation normative fondée sur la dignité de la personne humaine.

Manuel LOPES, dans son article intitulé *O reconhecimento de sentença estrangeira* (La reconnaissance des jugements étrangers), présente une vaste réflexion sur le système portugais de révision et de reconnaissance des jugements étrangers, les conditions et exigences pour confirmer un jugement étranger, le rôle de l'ordre public dans la révision d'un jugement étranger, le rôle défensif de l'ordre public international, le rôle correctif de l'ordre public international, la reconnaissance d'un jugement étranger et le lien avec la loi de révision, etc.

Mário Simões BARATA, dans l'article intitulé *Case C-852/19, Gavanozov II: European investigation Order and the Right to an Effective Remedy in the CFREU* (Affaire C-852/19, Gavanozov II: Ordre d'enquête européen et droit à un recours effectif dans la CDFUE), analyse la controverse juridique dans l'affaire Gavanozov II. A cette fin, il examine l'impact de la décision, rendue le 11 novembre 2021, et la doctrine pertinente, ainsi que la possibilité d'appliquer l'article 47 de la CDFUE.

Dans *A indemnizabilidade do dano da morte e a hereditabilidade da sua compensação* (La possible restitution du dommage causé par la mort et l'hérédité de sa compensation), Nuno SANTOS considère que le dommage causé par la mort a un système autonome de compensation, étant appelé le *de cuius* et son droit transmis par voie successorale - *iure hereditario* - aux personnes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 496 du code civil.

Dans l'étude *Standards for Ensuring the Legality of Covert Activities in Criminal Proceedings Through the Prism of European Court of Human Rights*, Oksana KAPLINA, Anush TUMANYANTS et Iryna KRYTSKA cherchent à

analyser la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme (en particulier sur l'application de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dans le contexte des enquêtes secrètes dans le cadre de procédures pénales) et, sur cette base, à identifier les normes pour la conduite d'enquêtes secrètes et à déterminer l'impact de ces normes sur la législation de certains pays européens.

Vient ensuite une étude d'Oleksandr BILIAIEV, Arsen ISAIEV, Nataliia KOROBTSOVA, Iryna PUCHKOVSKA et Victor YANYSHEN: *Contractual dynamics in Ukrainian civil law regulation* (Dynamique contractuelle dans la réglementation du droit civil ukrainien). Les auteurs analysent le développement de la dynamique contractuelle dans le droit civil ukrainien dans le contexte de l'intégration européenne, des mesures de quarantaine et de la loi martiale. En se concentrant sur l'équilibre entre les droits individuels et le cadre plus large du droit civil, l'étude cherche à évaluer le code civil actuel de l'Ukraine et à proposer des améliorations pour sauvegarder les droits individuels pendant les périodes difficiles telles que la loi martiale.

Oleksandr SHEVCHUK, Ihor V. PROTSIUK, Igor V. SAMOSHCHENKO, Alisa V. PANOVA et Anastasiia O. SHAPOSHNYK se concentrent également sur le droit ukrainien dans leur étude. L'article *The Right to access to Information and National Security in the Ukraine in the System of Human Rights* (Le droit d'accès à l'information et la sécurité nationale en Ukraine dans le système des droits de l'homme) est consacré à l'étude des problèmes de mise en œuvre du droit à l'accès à l'information en Ukraine - ce qui est important sur le plan de la sécurité nationale - dans le cadre des droits de l'homme et en tenant compte de ses caractéristiques et particularités et de la pratique de la Cour européenne des droits de l'homme.

Oiha ZOZULIAK, Alla V. ZELISKO, Nataliia Ya. BASHURYN et Andrii A. ALBU dans leur article *Artificial Intelligence as an object of civil law regulation* (L'intelligence artificielle comme objet de réglementation en droit civil) considèrent deux concepts de réglementation de l'intelligence artificielle - la théorie du sujet et la théorie de l'objet. Ils présentent des arguments selon lesquels le développement de la législation civile ukrainienne devrait être effectué conformément au vecteur de perception de l'intelligence artificielle en tant qu'objet de relations juridiques civiles.

Pascoal PEREIRA présente le modèle de protection juridique des minorités nationales actuellement en vigueur en Europe. Dans son article *O regime de proteção jurídica das minorias nacionais na Europa: a Convenção-Quadro para a Proteção das Minorias Nacionais do Conselho da Europa* (Le régime de protection juridique des minorités nationales en Europe: la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales), il examine les origines de la Convention-cadre, son contenu et son mécanisme de contrôle.

Pour compléter la section sur la recherche scientifique, nous avons un article de Vitalii KRUHLOV, Nataliia VOLKOVA, Yevgen KRASNYKOV, Iryna ALIEKSIENKO et Larysa SOKHATIUK, *State Control Mechanisms as a Means of Improving the Quality of Public Services of Local Self-Government Bodies* (Les mécanismes de contrôle de l'État comme moyen d'améliorer la qualité des services publics des collectivités locales), qui souligne l'importance du contrôle de l'État dans la promotion de la transparence, de la responsabilité et de l'amélioration continue de la prestation des services des collectivités locales. Les résultats de l'étude indiquent comment les mécanismes de contrôle de l'État peuvent être optimisés par les autorités publiques pour améliorer la qualité globale des services publics, et un modèle a été développé pour la mise en œuvre complète des mécanismes de contrôle de l'État sur la qualité des services publics des collectivités locales autorités locales.

Comme toujours, nous remercions la Fundação para a Ciência e Tecnologia (FCT).

Editeur

Mónica Martinez de Campos

Edição e propriedade:

**Universidade Portucalense Cooperativa de Ensino Superior, CRL**

Rua Dr. António Bernardino de Almeida, 541 - 4200-072 Porto

Email: [upt@upt.pt](mailto:upt@upt.pt)